Poitiers, capitale de province. Essai d'histoire administrative, du 1^{er} siècle à 2015

François Brizay

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/7109>

DOI : 10.4000/abpo.7109

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 29 septembre 2021

Pagination : 217-219

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

François Brizay, « *Poitiers, capitale de province. Essai d'histoire administrative, du 1^{er} siècle à 2015* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 128-3 | 2021, mis en ligne le 29 septembre 2021, consulté le 11 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/7109> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.7109>

cessé d'être une capitale provinciale avant de devenir aujourd'hui une métropole régionale, de renommée internationale.

L'ouvrage, enfin, offre également une réponse historique aux débats actifs suscités à Bordeaux par les évolutions des mémoires contemporaines. C'est avec objectivité que Michel Figeac a tenté d'aborder, dans son chapitre sur « le siècle d'or de Bordeaux », les rapports complexes des négociants bordelais avec la traite esclavagiste (p. 158-166) ou que Philippe Chassaing évoque les heures sombres de l'Occupation (p. 276-277). Les historiens de Bordeaux ne sont pas restés sourds aux nouveaux enjeux historiographies nés des questionnements du présent.

Ainsi, cette *Histoire de Bordeaux*, volumineuse (321 pages) et de grand format (22 × 28 cm), est de très belle facture. Le texte est abondamment illustré à l'aide de quelques 280 figures (la majorité en couleur), d'une lisibilité remarquable et insérées dans une présentation aérée. L'ensemble est du plus bel effet. L'ouvrage se range sans conteste dans la catégorie des beaux livres, aussi plaisants à lire qu'à parcourir du regard. Le lecteur aura tout loisir de suivre la visite guidée que chaque rédacteur de chapitre lui propose, mais aussi de prendre à tout moment les chemins de traverser pour flâner librement à travers les dédales de l'histoire de Bordeaux, comme il le ferait en se promenant au hasard des rues du centre historique. Au-delà de l'histoire de Bordeaux, ce livre sonde la mémoire de la ville, on serait presque tenté de dire son âme.

Hervé Guiet

VIGIER, Fabrice (dir.), *Poitiers, capitale de province. Essai d'histoire administrative, du 1^{er} siècle à 2015*, Poitiers, Atlantique, 2021, 221 p.

Pour mettre en perspective l'histoire de Poitiers comme capitale provinciale, peu après que la cité eut perdu son statut de chef-lieu de la région Poitou-Charentes, le 1^{er} janvier 2016, la *Société des Antiquaires de l'Ouest* organisa en septembre 2019 à la mairie de Poitiers une table ronde intitulée « Poitiers, capitale de province de la période antique à 2015 ». Le succès de cette manifestation incita ses organisateurs à en tirer un livre qui est divisé en cinq chapitres, correspondant chacun à cinq périodes : « Poitiers antique : capitale ou ville moyenne ? » (Jean Hiernard), « Poitiers, une capitale régionale au Moyen Âge » (Robert Favreau), « Poitiers aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles : une cité opportuniste, combative et toujours ambitieuse » (Fabrice Vigier), « Poitiers aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles : permanences et adaptations d'une capitale régionale » (Didier Veillon), et « Poitiers, héritière sans testament » (Pascal Chauchefoin) qui présente une analyse de la situation actuelle de la ville. La conclusion est une synthèse des cinq communications qui s'interroge sur les raisons pour lesquelles Poitiers fut capitale provinciale pendant plusieurs siècles (Fabrice Vigier et Stéphane Mottet). L'ouvrage est enrichi de 25 cartes très lisibles qui permettent de visualiser l'évolution des limites géographiques des différentes circonscriptions placées sous la tutelle de Poitiers, d'une utile chronologie (p. 191-197) et d'une bibliographie classée par ouvrages généraux et par périodes (p. 198-216).

Poitiers fut une capitale de province du ^{ix}^e siècle à 2015, sauf pendant trois brèves périodes qui apparaissent comme des « ruptures » dans son histoire politique et institutionnelle. En 1204, elle fut rattachée, avec le comté de Poitou, à la couronne de France; en 1436, après avoir été pendant dix-huit ans la deuxième capitale du « royaume de Bourges », elle vit le Parlement, la chancellerie et la cour des aides rejoindre Paris; en 1790-1799, elle perdit toutes les institutions d'Ancien Régime qu'elle abritait depuis des siècles : généralité, sénéchaussée, présidial, gouvernement, université.

Les auteurs montrent comment Poitiers s'est affirmée comme une capitale régionale. Certes, dans l'Antiquité, *Limonum*, la ville principale des Pictons, ne fut pas la capitale de l'Aquitaine, mais sous le Haut-Empire, elle était un chef-lieu de *conventus*, une subdivision administrative de la province, comme Avaricum (Bourges), par exemple. C'est au Moyen Âge qu'elle s'est imposée comme la capitale du comté de Poitou et le siège d'un vaste diocèse correspondant à l'ensemble du Poitou jusqu'en 1317, date à laquelle la papauté l'amputa par la création des diocèses de Luçon et de Maillezaïs. Aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, siège d'une vaste sénéchaussée, d'un hôtel des monnaies et d'une université créée par la bulle pontificale du 28 mai 1431, elle était la capitale administrative, judiciaire et financière d'une des plus vastes circonscriptions du royaume, et un centre intellectuel renommé en mesure d'imprimer en 1479 son premier livre, le *Breviarium historie*.

Pendant l'époque moderne, Poitiers devint le chef-lieu de plusieurs nouvelles institutions provinciales : une généralité (1542), un bureau des finances (1557), un présidial (1552), un gouvernement militaire, une grande maîtrise des eaux et forêts, une prévôté générale de la maréchaussée et un éphémère Conseil supérieur, de 1771 à 1774. La cité ne reçut pas de parlement dans ses murs, mais elle obtint en compensation la tenue de Grands Jours à sept reprises, de 1454 à 1634. Momentanément déclassée pendant la Révolution, la ville de Poitiers joua de nouveau un rôle important dans le Centre Ouest à partir du Consulat et de l'Empire. Siège d'une préfecture à partir de 1800, elle redevint la même année une grande cité judiciaire avec la création d'une cour d'appel, dont le ressort est toujours le même aujourd'hui, et elle fut placée en 1802 à la tête d'un diocèse comprenant les départements de la Vienne et des Deux-Sèvres. L'ouverture d'un lycée (1803), d'une école de droit (1805) qui prit le nom de faculté, d'une faculté de lettres (1810), de « cours de médecine et de chirurgie » (1806), puis d'une faculté des sciences en 1854, permirent à Poitiers, siège d'une académie depuis 1808, de faire reconnaître en 1896 son université comme entité juridique. L'université de Poitiers ne cessa dès lors, de s'affirmer comme un des éléments essentiels de l'identité de la ville. Réputée pour sa faculté de droit, dans laquelle étaient inscrits les trois quarts des étudiants à la veille de la Première Guerre mondiale, l'université de Poitiers ne cessa de diversifier son offre, comme en témoigne l'augmentation du nombre des étudiants qui passa de 1 000 en 1907 à plus de 20 000 au début des années 1990, et à 30 000 en 2020, dont 4 000 étudiants étrangers, à tel point que les jeunes de 15 à 29 ans, surtout des étudiants, représentent un tiers de la population de la ville. La longue maturation d'une organisation régionale aboutit de 1941 à 1946 à la mise en place de préfectures régionales dont Poitiers fut l'un des chefs-lieux. L'arrêté du 28 octobre 1956 créa 22 régions dont celle de Poitou-Charentes, qui réunissait quatre départements. Poitiers, choisie pour capitale de cette collectivité territoriale, vit son rôle politique consacré en 1986 par l'implantation de l'Hôtel de Région sur le sol de sa commune.

L'ouvrage dirigé par Fabrice Vigier propose des hypothèses pour expliquer les vicissitudes de l'histoire de Poitiers comme capitale régionale. Plusieurs atouts auraient permis à la ville d'assumer cette fonction pendant plusieurs siècles. Elle aurait d'abord bénéficié de sa situation géographique, sur l'axe Paris-Bordeaux, dans une région bien desservie par de nombreuses voies de communication. Elle aurait aussi profité de son poids démographique car, jusqu'au ^{xvi}^e siècle, elle comptait parmi les plus grandes villes de France. Principal centre urbain d'Aquitaine du ^{ix}^e au ^{xii}^e siècle, elle figurait encore au 15^e rang des villes du royaume sous François 1^{er}, avec 15 000 habitants. Son déclin démographique commença au ^{xvii}^e siècle. Elle passa en effet du 20^e rang sous Louis XIV, au 32^e rang au début du ^{xix}^e siècle, et au 49^e rang au début du ^{xxi}^e siècle, mais elle est toujours restée l'aire urbaine la

plus peuplée des pays poitevins et charentais. Enfin, les autorités royales auraient longtemps accordé une importance particulière à une ville dont elles eurent plusieurs fois l'occasion d'apprécier la position géostratégique : pendant le conflit qui opposa les Capétiens aux Plantagenêts, pendant la guerre de Cent Ans où elle resta fidèle aux Valois, et au moment des guerres de Religion où cette cité catholique servit de base pour lutter contre les protestants du Poitou et des pays charentais. Toutefois, Poitiers ne se contenta pas de tirer profit de ses atouts pour défendre ses intérêts. Elle s'opposa résolument, et avec constance, à la promotion d'autres villes du Centre Ouest en recourant à ses relations en haut-lieu et en n'hésitant pas à verser des sommes élevées à la monarchie pour acheter sa complicité. Ainsi, à l'époque moderne, elle empêcha la fondation d'une université à Angoulême et l'instauration d'un présidial à Niort et à Fontenay-le-Comte. Elle ne put cependant pas dissuader Louis XIV de créer en 1694 la généralité de La Rochelle, bien que l'élection de La Rochelle fit partie de la généralité de Poitiers.

Poitiers connut un déclassement à partir du ^{xviii}^e siècle. Après le plein rétablissement des études juridiques à Paris en 1679, de nombreux étudiants parisiens cessèrent de fréquenter la faculté de droit de Poitiers et l'université perdit de son lustre. La Révocation de l'édit de Nantes priva la ville du rôle central qu'elle avait joué dans le Centre Ouest dans la lutte contre les protestants, et la monarchie lui accorda désormais moins d'attention. Enfin, elle ne fut jamais un centre économique de dimension nationale à cause, notamment, de l'absence d'une voie d'eau lui permettant d'être reliée aux grands courants d'échanges du pays. La torpeur de l'économie ne cessa que dans les années 1960-1980. Le chapitre consacré au début du ^{xxi}^e siècle montre qu'en dépit de cette évolution, Poitiers conserve des atouts. Le secteur tertiaire public (enseignement, administration publique, santé, hébergement médicosocial et social) est, certes, surreprésenté, car il représente 40 % de l'emploi local, mais depuis 1975, à quelques exceptions près, les taux de croissance de l'emploi et de la population de Poitiers sont supérieurs à la moyenne nationale, et la ville et sa périphérie accueillent aujourd'hui de gros employeurs privés (activités commerciales, centres d'appel, production d'électricité, fabrication de piles et d'accumulateurs électriques, le Futuroscope).

Les dernières pages de l'étude envisagent le futur de la ville. Elles rappellent que si Poitiers n'est plus une capitale régionale et n'a pas de vocation industrielle, elle peut faire valoir des compétences dans les domaines de la santé, de l'enseignement et de l'action sociale qui sont reconnues au-delà des limites du département de la Vienne. L'avenir dira si le départ de nombreuses directions régionales à partir de 2016 fut une rupture durable ou éphémère dans la longue histoire qu'elle a entretenue avec les pays poitevins et charentais.

François Brizay

COATIVY, Yves (dir.), *Landévennec 818-2018. Une abbaye bénédictine en Bretagne. Actes du colloque de Landévennec des 6, 7 et 8 juin 2018*, Brest, CRBC, 2020, 344 p.

Cet ouvrage s'inscrit dans une longue lignée de publications et de travaux sur Landévennec qui, compte tenu de la nature de la documentation conservée, se rapportent souvent aux temps les plus anciens de l'abbaye : il ambitionne pour sa part de couvrir, comme l'indiquent les dates qui figurent dans son titre, la plus grande partie de l'histoire de ce lieu, du ^{ix}^e siècle à nos jours ; mais en réalité, le Moyen Âge, et plus particulièrement le haut Moyen Âge, se taille une nouvelle fois la part du lion, car l'on voit que plus de la moitié du volume lui est consacré, contre moins du tiers pour l'époque moderne et un sixième environ pour la période contemporaine.